

**Comité de l'évaluation
environnementale stratégique
sur le gaz de schiste**

**RAPPORT ADMINISTRATIF
SUR LES TRAVAUX DU
COMITÉ AU 1^{ER} MAI 2012**

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012

ISBN : 978-2-550-64795-9 (imprimé)

ISBN : 978-2-550-64796-6 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2012



Table des matières

1. INTRODUCTION	5
2. CRÉATION ET CONSTITUTION DU COMITÉ.....	5
3. RENCONTRES DU COMITÉ ET DES GROUPES DE TRAVAIL	8
4. ACTIVITÉS DU COMITÉ	8
5. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION	12
6. PUBLICATIONS DU COMITÉ.....	13
7. BUDGET ET DÉPENSES DU COMITÉ	14
8. PLAN DE TRAVAIL POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013.....	15
9. DÉPÔT DU RAPPORT FINAL.....	15



1. INTRODUCTION

En vertu de son mandat, le Comité de l'évaluation environnementale stratégique (CÉES) sur le gaz de schiste doit déposer un rapport d'étape le 1^{er} mai de chaque année. Ce rapport doit établir l'état d'avancement de ses travaux et peut préciser la date de dépôt de son rapport final. Le présent rapport fait état des activités du Comité depuis sa constitution et décrit l'état d'avancement de ses travaux et de ses réalisations au 1^{er} mai 2012.

2. CRÉATION ET CONSTITUTION DU COMITÉ

Nomination des membres

Le 8 mars 2011, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, M. Pierre Arcand, rendait public le rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) concernant le développement durable de l'industrie du gaz de schiste au Québec. Il annonçait du même souffle qu'il donnait immédiatement suite à la recommandation principale de la commission, soit la réalisation d'une évaluation environnementale stratégique (ÉES), en créant un comité d'experts chargé de faire cette évaluation.

Le 12 mai 2011, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) rendait public la liste des membres¹ et le mandat du Comité. Tel que le recommandait le rapport du BAPE, les membres du Comité de l'ÉES sont des experts provenant des milieux municipal, gouvernemental, privé et universitaire. Le Ministère a bonifié cette recommandation en ajoutant deux membres en provenance de la société civile et en nommant un nouveau membre provenant du milieu environnemental à la suite du départ d'un membre issu du milieu économique.

Le Comité compte un total de 11 membres dont les domaines d'expertise sont variés et touchent notamment l'hydrogéologie, l'écologie, la qualité de l'eau et de l'environnement, la géologie, l'aménagement du territoire, le développement régional, l'économie, les sciences sociales, le génie civil, la géologie des systèmes pétroliers, les techniques d'exploration gazière et pétrolière, l'évaluation environnementale, la gestion de projets, la socioéconomie, l'éthique sociale et la réglementation énergétique. Le Comité est également appuyé par une équipe d'experts provenant de différents ministères et il peut faire appel à une expertise externe.

1 M. Jean-Yves Lavoie, qui avait été nommé à titre de membre issu du secteur privé, a remis sa démission le 28 juin 2011. Il a été remplacé par M. François Tanguay, issu du milieu environnemental, le 10 août 2011.

La sélection des membres du Comité a été réalisée par le BAPE. Cette sélection s'est faite selon un processus rigoureux qui a permis de s'assurer que les membres, en plus de posséder toutes les qualifications requises, disposent d'une expertise à la fois diversifiée et complémentaire.

M. Robert Joly, un ancien cadre du MDDEP, en assure la présidence. Les autres membres du Comité sont :

- M. Pierre Boucher, issu du milieu municipal;
- M. Sébastien Desrochers, issu du milieu gouvernemental;
- M^{me} Corinne Gendron, issue de la société civile;
- M. Michel Lamontagne, issu de la société civile;
- M. Michel Malo, issu du milieu universitaire;
- M^{me} Marianne Molgat, issue du secteur privé;
- M. John Molson, issu du milieu universitaire;
- M. Jean Perras, issu du milieu municipal;
- M^{me} Lucie Ramsay, issue du milieu gouvernemental;
- M. François Tanguay, issu du milieu environnemental.

Révision du mandat du Comité

Lors des premières rencontres du Comité, les membres ont convenu d'apporter les modifications suivantes à la définition de leur mandat :

- Le Comité doit faire preuve de transparence et, à cet effet, la mise en œuvre d'un processus de communication, d'information et de consultation est nécessaire;
- La pertinence et l'utilité de prendre en compte les principes prévus par la Loi sur le développement durable afin de bonifier l'ÉES sont établies.

Les modifications apportées au mandat du Comité ont été adoptées par tous les membres lors de la rencontre du 30 mai 2011.

Approbation d'un code d'éthique et de déontologie

L'élaboration d'un code d'éthique et de déontologie a fait partie des priorités du Comité de l'évaluation environnementale stratégique dès sa création. Ce code établit les principes d'éthique et les règles de conduite que les membres du Comité doivent respecter dans l'exercice de leur mandat.

Ce code d'éthique et de déontologie a été adopté par tous les membres du Comité le 29 septembre 2011.



Création du Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques

Le Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques (BCES) du MDDEP a été créé dès le début des travaux du Comité afin de seconder ce dernier dans la réalisation de son mandat. Il est composé d'une équipe de cinq experts détenant des connaissances liées aux travaux du Comité et il est sous la responsabilité de M. Yvon Maranda (Ph. D.), directeur.

Création de groupes de travail

Afin de se doter d'un mode de fonctionnement efficace et efficient, le Comité a créé huit groupes de travail dont chacun se concentre sur une dimension des enjeux relatifs à son mandat :

- Groupe de travail sur le milieu humain, la santé et l'occupation du territoire;
- Groupe de travail sur la qualité de l'air et sur les risques naturels et technologiques;
- Groupe de travail sur l'usage et la protection de l'eau;
- Groupe de travail sur le rythme anticipé de l'exploitation et sur l'économie;
- Groupe de travail sur la participation publique;
- Groupe de travail sur les aspects légaux;
- Groupe de travail sur les communications;
- Groupe de travail sur les observatoires scientifiques.

Chaque groupe de travail est composé de membres du Comité et est secondé par un expert issu du BCES. Les orientations générales de chaque groupe de travail sont déterminées au cours de séances plénières du Comité, et le travail spécialisé fait l'objet de discussions à l'intérieur des groupes de travail. Par la suite, des recommandations sont faites au Comité pour approbation finale.

Nomination d'une responsable des communications

Le mandat révisé du Comité prévoit la nécessité de faire preuve de transparence et, pour ce faire, un processus de communication, d'information et de consultation doit être mis en œuvre. Afin de répondre de façon efficace à cette partie de son mandat, un groupe de travail chargé du volet communication a été créé. Celui-ci a notamment pour rôle de veiller à ce que la population soit informée de façon régulière et continue de l'avancement des travaux. En outre, le Comité est appuyé, dans le cadre de ce volet, par la Direction des communications du MDDEP, qui lui offre un soutien technique, et il bénéficie de l'expertise d'une conseillère en communication qui accompagne le Comité depuis le début du mois d'octobre 2011.

3. RENCONTRES DU COMITÉ ET DES GROUPES DE TRAVAIL

Rencontres du Comité

Le Comité a tenu sa première rencontre le 26 mai 2011 et s'est réuni par la suite à une fréquence moyenne de deux réunions par mois. Ainsi, au cours de la période allant de la fin mai 2011 à la fin avril 2012, il a tenu un total de 27 jours de rencontres. Un compte rendu de chacune des rencontres du Comité de l'ÉES a été rédigé et approuvé par les membres.

Rencontres des groupes de travail

Les groupes de travail se rencontrent ou tiennent des réunions virtuelles par visioconférence pour discuter des sujets qui leur sont soumis et qui sont liés au contenu des études prévues dans le plan de réalisation. Leurs rencontres portent aussi sur le choix des mandataires à qui seront confiées les études et sur les modalités de la coordination de ce processus.

Plusieurs dizaines de rencontres et de discussions ont eu lieu avec la participation des experts du BCES.

4. ACTIVITÉS DU COMITÉ

Présentations faites à l'intention des membres lors des rencontres du Comité

Dans le but d'approfondir ses connaissances dans différents domaines liés à la réalisation de son mandat, le Comité a fait appel à plusieurs experts qui, lors de certaines de ses rencontres, ont effectué les présentations suivantes :

- Exploration des schistes gazéifères des basses-terres du Saint-Laurent, M. Sébastien Desrochers, CÉES.
- Gaz de schiste - évaluation environnementale stratégique : perspective économique. M. Claude Sauvé, économiste conseil.
- Introduction à l'évaluation environnementale stratégique, M. Michel Crowley, ENAP.
- Introduction aux techniques utilisées pour le gaz de schiste, M^{me} Marianne Molgat, CÉES.
- La consultation des communautés autochtones, M^{me} Julie Samson et M. Daniel Berrouard, MDDEP.
- La gestion des émissions de gaz à effet de serre au Québec, M^{me} Marie-Ève Boucher, MDDEP.
- La participation publique dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, M. Michel Venne, INM.
- La stratégie 2011-2016 pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires et le projet de loi-cadre, M. Yannick Routhier, MAMROT.



- L'évaluation des impacts sociaux et l'acceptabilité sociale, M^{me} Christiane Gagnon, UQAC.
- L'évaluation environnementale stratégique : quelques défis à sa mise en oeuvre, M. Robert Joly, CÉES.
- Mécanismes de participation publique à l'évaluation environnementale stratégique, M. Jean-Philippe Waaub et M. Gilles Côté, UQAM.
- Nouveau régime de redevances pour le gaz de schiste et impacts économiques, M. Luc Monty, M. Marc Sirois et M. Marcel Dionne, ministère des Finances.
- Point d'information sur le projet de loi 18 limitant les activités pétrolières et gazières, M. Sébastien Desrochers, CÉES.
- Prendre en compte les principes de développement durable dans l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste, M^{me} Naomi Verdon, M. Luc Vézina et M. Martin Vachon, MDDEP.
- Présentation sur les rapports isotopiques, M. Yvon Couture et M. Charles Lamontagne, MDDEP.
- Ressources pétrolières et gazières du Québec : contexte général, M. Sébastien Desrochers, CÉES.

Visites de sites d'exploration et d'exploitation

Le 6 octobre 2011, les membres du Comité se sont rendus sur les sites des puits de Leclercville et de Saint-Édouard. Ces deux sites sont exploités par la compagnie Talisman Energy. À Saint-Édouard, les membres ont pu observer un site constitué d'un puits de forage vertical et d'un puits horizontal ayant été fracturé. Des opérations de diagraphies étaient en cours sur ce dernier. À Leclercville, où l'on trouve aussi un puits fracturé, aucune opération n'était en cours mais certains équipements étaient en place. Ainsi, les membres du Comité ont pu se familiariser avec les divers équipements nécessaires aux opérations, avec les méthodes de travail, de diagraphies et avec l'aménagement d'un site.

Participation à des colloques et conférences

Les membres prennent part ou assistent à des colloques et à des conférences en vue de parfaire leurs connaissances ou de partager des constats. Ainsi, M. François Tanguay a assisté, du 21 au 23 septembre 2011, à Prague (République tchèque), à la conférence spéciale sur l'évaluation environnementale stratégique organisée par l'International Association for Impact Assessment (IAIA) et intitulée « SEA Implementation and Practice: making an Impact? ». Près de 60 conférences ont abordé la question de la mise en oeuvre de l'évaluation environnementale stratégique et les diverses façons de l'appliquer.

Le 18 novembre 2011, M^{me} Lucie Ramsay et M. Robert Joly ont été invités à présenter le mandat et les travaux du Comité à la réunion de la Table Québec-Municipalités, laquelle regroupe des représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

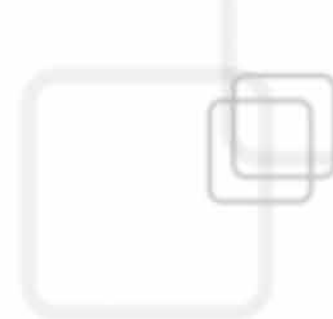
Le 16 février 2012, M. Robert Joly a participé à titre de conférencier invité au 20^e congrès annuel de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impact (AQEI) dont le thème était « Trois niveaux d'intervention en évaluation environnementale : vers de meilleures prises de décisions ».

Le 18 avril 2012, le président du Comité a participé à une séance d'information sur le gaz de schiste organisée par la Chambre de commerce de Lotbinière, à Sainte-Croix, en compagnie d'un représentant de l'Union des producteurs agricoles, des citoyens de la vallée du Saint-Laurent et de la compagnie Talisman Energy.

Réalisation d'études sur les enjeux de l'ÉES

Études amorcées en 2011-2012

Numéro de l'étude	Mandataire
M-1 : Documentation des expériences de participation publique et analyse de quelques pratiques clés pour en comprendre l'intérêt, le fonctionnement et les risques et élaboration de quelques scénarios de participation publique potentiels selon les phases de réalisation de l'ÉES sur le gaz de schiste en détaillant leur rationalité et leur pertinence respective.	Gilles Côté – Jean-Philippe Waaub – UQAM
M-2 : Description d'un projet type de gaz de schiste selon les phases d'exploration, de développement, d'exploitation, de fermeture et de suivi.	CIRAIG – École polytechnique et Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques
P-1 : Estimation du potentiel gazier du Québec, analyse des évolutions possibles des prix du gaz naturel et élaboration des scénarios de développement plausibles.	Université Laval Georges Beaudoin (Dép. géologie) Patrick Gonzalez (Groupe de recherche en économie de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles)
E2-1 : Acquisition des données et des conditions hydrogéologiques sur les formations profondes et à plus de 100 m.	INRS-ETE et Commission Géologique du Canada René Lefebvre (INRS) et Denis Lavoie (CGC)
E3-1 : Analyse des normes existantes dans certains États et certaines provinces pour les forages, de la conception à la construction, en passant par la vérification, la fracturation, la complétion et la fermeture.	Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
E3-5 : Détermination exhaustive des substances utilisées, ou susceptibles de l'être, pour le forage et la fracturation au Québec, et des sous-produits de dégradation et de réaction; évaluation de leurs propriétés toxicologiques et de leur potentiel de biodégradation, de bioaccumulation, de persistance et de toxicité globale.	Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques Direction du suivi de l'état de l'environnement Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec



Numéro de l'étude	Mandataire
E3-6 : Évaluation des contaminants d'origine naturelle présents dans le schiste et susceptibles de se retrouver dans les eaux de reflux.	Centre de recherche industrielle du Québec Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques Direction du suivi de l'état de l'environnement
E4-2 : Revue des technologies de traitement des eaux usées disponibles ainsi que de leur efficacité en regard des substances à risque.	Direction des politiques de l'eau – Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
S1-1 : Analyse du régime québécois de gouvernance minier et de ses conséquences et comparaison avec les régimes miniers et des hydrocarbures dans le monde.	Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques Ministère des Ressources naturelles et de la Faune
S1-2 : Étude de cas de la CPTAQ : historique, fonctionnement, résultats.	Commission de protection du territoire agricole
L1-1 : Analyse comparative des législations encadrant les activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste en vigueur dans d'autres provinces et États.	Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement – Université Laval
L2-1 : Description des champs d'intervention de la législation québécoise encadrant les activités d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste et analyse des mécanismes d'application en vigueur en termes d'effectivité, d'efficacité et d'efficience.	Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement – Université Laval
L3-1 : Élaboration de propositions d'encadrement législatif et de gouvernance en matière d'exploration et d'exploitation du gaz de schiste.	Chaire de recherche du Canada en droit de l'environnement – Université Laval

Liste des études à réaliser

L'ensemble des études d'acquisition de connaissances à réaliser se trouvent à l'annexe 2 du plan de réalisation.

5. ACTIVITÉS DE COMMUNICATION

Le groupe de travail Communication est responsable d'élaborer et de mettre en œuvre les activités de communication entourant les travaux du Comité de l'ÉES. Il prévoit des processus d'information permettant d'assurer que la population est informée de façon régulière et continue.

Site Web

Dans un souci de transparence, le Comité a créé, à l'automne 2011, le site Web de l'ÉES. Il s'agit là du canal de communication privilégié pour véhiculer l'information. Il offre aux citoyens un outil convivial pour suivre pas à pas l'avancement des travaux du Comité.

Mis à jour régulièrement, le site Web contient plusieurs sections, dont une section « Documentation » où sont répertoriées toutes les publications du Comité. Celle-ci contiendra également toutes les études prévues dans le plan de réalisation au fur et à mesure que celles-ci seront publiées. On y retrouve aussi une section « Participation publique », laquelle a permis aux citoyens, à l'automne 2011, de prendre part à la consultation publique sur le plan de réalisation. La section « Nouvelles » permet, entre autres, d'annoncer les activités du Comité, de faire le point sur l'avancement des travaux et de mettre en valeur certaines mises à jour effectuées dans le site Web.

De plus, le site offrira très prochainement la possibilité aux internautes de s'abonner à une infolettre. Publiée selon une fréquence variable, celle-ci fournira de l'information concernant l'évolution du calendrier de travail du Comité, ses visites, ses rencontres, les activités publiques de ses membres, les études publiées, les événements et les étapes de la participation publique.

Conférences de presse et « briefing » technique

Le Comité a tenu deux conférences de presse depuis le début de ses travaux. La première a eu lieu le 28 octobre 2011 et avait pour but de présenter la version provisoire du plan de réalisation. Cette rencontre médiatique s'est déroulée en deux temps; elle a débuté par la tenue d'un « briefing » technique qui a permis au Comité d'expliquer le plan, et elle s'est poursuivie par un point de presse. Tous les membres du Comité étaient présents lors du « briefing » technique. Quant au point de presse, il a permis au président et porte-parole du Comité, M. Robert Joly, de s'adresser à la presse pour annoncer le dépôt de la version provisoire du plan de réalisation. À cette occasion, il était accompagné de deux membres du Comité, soit M^{me} Corinne Gendron et M. Michel Malo.

Le 3 avril 2012, le Comité a tenu une deuxième conférence de presse au cours de laquelle il a rendu publique la version finale de son plan de réalisation. M. Robert Joly était accompagné de M^{me} Corinne Gendron, de M. François Tanguay et de M. Michel Malo.



Communiqués de presse

Le Comité diffuse, au besoin, des communiqués de presse afin de faire connaître l'état d'avancement de ses travaux ou la tenue d'événements d'intérêt public. Depuis sa création, le Comité a diffusé sept communiqués de presse.

Consultation publique

Le Comité de l'ÉES, lors du dépôt de son plan de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique, le 28 octobre 2011, a annoncé la tenue d'une période de consultation afin de recueillir les commentaires de la population sur le plan de réalisation.

Cette consultation s'est déroulée du 10 novembre 2011 au 15 janvier 2012 et elle a permis aux citoyens de s'exprimer de deux façons, soit en commentant le plan par l'entremise du site Web de l'ÉES, soit en assistant à l'une ou l'autre des quatre séances d'information et d'échange. Ces séances se sont tenues du 12 au 15 décembre 2011 à Longueuil, Saint-Hyacinthe, Saint-Flavien et Bécancour. En moyenne, plus de 250 personnes ont participé à chacune des séances.

Au total, cette consultation publique a permis de recueillir 517 commentaires provenant de 350 personnes et organismes différents selon les diverses modalités de participation.

6. PUBLICATIONS DU COMITÉ

Les documents publiés par le Comité sont disponibles dans la section « Documentation » du site Web :

- Code d'éthique et de déontologie;
- Fiche d'information – modifications apportées au plan de réalisation et état d'avancement des travaux du Comité;
- Plan de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste (version finale);
- Présentation PowerPoint du plan de réalisation (non disponible sur le site Web);
- Présentation vidéo du plan de réalisation par le président, M. Robert Joly;
- Rapport synthèse de la consultation sur le plan de réalisation de l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste;
- Transcription des séances d'information et d'échange tenues du 12 au 15 décembre 2011 à Longueuil, Saint-Hyacinthe, Saint-Flavien et Bécancour.

7. BUDGET ET DÉPENSES DU COMITÉ

Dans le cadre du discours sur le budget 2011-2012, le gouvernement annonçait qu'il accordait 7 M\$ sur trois ans au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, dont 2 M\$ en 2011-2012, pour que ce dernier mette en œuvre l'évaluation environnementale stratégique sur le gaz de schiste. Ce budget permet le soutien logistique et scientifique de l'ÉES et la réalisation de celle-ci.

Le tableau suivant présente les différentes dépenses réalisées en 2011-2012 :

Catégorie	Dépenses
CÉES - Honoraires et dépenses	431 383 \$
Préparation du plan de réalisation - Expertises diverses	36 699 \$
Consultation publique (Institut du Nouveau Monde)	77 051 \$
Acquisition de connaissances 2011-2012 dans le cadre du plan de réalisation	102 590 \$
Soutien ministériel	977 607 \$
Total	1 625 330 \$



8. PLAN DE TRAVAIL POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013

Au cours de l'année financière 2012-2013, l'ensemble des études prévues dans le plan de réalisation seront amorcées. Le Comité et le Bureau de coordination sur les évaluations stratégiques du MDDEP en suivront le déroulement et tiendront, à cet effet, des rencontres périodiques avec les mandataires.

Le Comité mettra aussi en œuvre les diverses modalités de participation publique annoncées dans le plan de réalisation, soit les comités miroirs et l'organisation de certains forums. Les activités des comités miroirs s'articuleront autour des thèmes suivants : scénarios de développement et projet type; gouvernance et occupation du territoire; santé et environnement; retombées sociales et économiques. Quant aux thèmes envisagés pour les forums, ils portent notamment sur l'agriculture, les forêts et le tourisme.

Enfin, le Comité entreprendra des visites de sites, notamment au Québec, dans les municipalités où des compagnies gazières ont tenu des activités, de même qu'au Canada (Alberta et Colombie-Britannique) et aux États-Unis (New York et Pennsylvanie). Des rencontres seront organisées avec les instances locales et régionales sur les sites du Québec et sur d'autres sites avec les autorités responsables, les citoyens et des spécialistes dans les provinces et États visités.

9. DÉPÔT DU RAPPORT FINAL

Le Comité prévoit déposer son rapport final, après avoir procédé à une consultation publique, au plus tard le 29 novembre 2013.

**Comité de l'évaluation
environnementale stratégique
sur le gaz de schiste**

7321-12-05

Ce papier contient 100 % de fibres recyclées après consommation

